

Brèves

**Caoutchouc/ Pas d'embellie en vue pour les prix en 2019**

La remontée des prix mondiaux du caoutchouc naturel pourrait être compliquée en 2019 en raison d'une baisse de la demande chinoise et de l'abondance des approvisionnements. C'est ce qu'a indiqué l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANPRC) qui assure près de 90% de la récolte mondiale. Selon Jom Jacob, économiste principal de l'ANPRC, la croissance de la demande de la Chine (40% de la consommation mondiale) devrait ralentir à 3,2% en 2019 contre 5,3% en 2018.

**Côte d'Ivoire/ Les exportateurs de cacao peinent à mobiliser du financement auprès des banques**

Les exportateurs ivoiriens de cacao éprouvent des difficultés à accéder au financement bancaire en raison de la réticence des établissements de crédit, liée à la dette accumulée par certains en 2016/2017. En effet, rapporte Reuters, les banques conditionnent notamment un soutien financier aux opérateurs, à une garantie de remboursement de la dette de 160 milliards de francs due par la SAF-Cacao.

« Nos conseils d'administration ne veulent pas s'engager dans l'octroi de nouveaux prêts tant que la liquidation de SAF-Cacao ne garantira pas des retombées claires », affirme un directeur de banque ayant requis l'anonymat.

**Ouganda/ Bientôt une zone franche agricole**

L'Ouganda et les Emirats arabes unis ont conclu un accord visant l'établissement d'une zone franche consacrée à l'agriculture en marge de la seconde édition d'Agriscap, une exposition internationale dédiée aux investissements agricoles à l'étranger qui se déroulait à Abu Dhabi du 28 au 30 octobre dernier. L'information a été rapportée par le site émirati The National. D'une superficie de 2 500 hectares, la future zone dont l'emplacement et le coût de réalisation n'ont pas été précisés, accueillera des investissements des entreprises privées des émirats dans le secteur de la production agricole et de l'agrobusiness. Cette entente vise à dynamiser les exportations agricoles de l'Ouganda vers le pays du Moyen-Orient qui importe près de 90% de sa consommation alimentaire du fait des conditions défavorables à la production agricole.

Rassemblées par W.N.

Suite aux récents délestages survenus à Libreville et Owendo

**La panne de deux turbines à gaz à l'origine de la coupure**

W.N.  
Libreville/Gabon

**APRÈS** un petit temps de répit, les coupures d'électricité sont de retour. En effet, dans la nuit de lundi à mardi, Libreville et ses environs ont été, une fois encore, plongés dans le noir. Au grand dam de cette habitante de Nzeng-Ayong, un quartier du sixième arrondissement de la commune de Libreville : « Pendant quasiment toutes les grandes vacances, nous avons connu un moment de répit. Mais avec l'arrivée des pluies, les "vieux démons" des coupures sont revenus. Qu'est-ce qui se passe exactement ? Il faut que la



Photo : BANDOMA

Selon la SEEG

SEEG explique la situation. Les coupures du début de cette semaine n'ont pas mis assez de temps, mais qu'en

sera-t-il à l'avenir ? Il faut véritablement que cela cesse», a asséné Philomène Nzamba.

Joint hier au téléphone, Daniel Adang Evouna, chef du département Électricité à la Société d'énergie et

d'eau du Gabon (SEEG), a expliqué que cette coupure est consécutive à un déficit de production lié à la panne de deux turbines à gaz.

« Au niveau de la centrale thermique d'Akournam, nous avons deux turbines à gaz qui produisent l'énergie électrique. Or, il se trouve que nous avons connu un déficit de production au niveau des deux machines, une panne pour être plus précis. L'une des machines est en révision, et l'autre a eu un problème lors du démarrage. Après ce constat, nos équipes se sont attelées à réparer ladite machine... Et depuis mercredi dernier, tout est rentré dans l'ordre », a-t-il expliqué.

Contrat d'apprentissage jeunesse (CAJ)

**Sept jeunes Gabonais en immersion au cœur de la société Oméga Sécurité**

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

**SEPT** jeunes Gabonais âgés de 16 à 35 ans devraient s'insérer au sein de la société Omega Sécurité, basée à Port-Gentil, pour pouvoir acquérir une expérience professionnelle, renforcer leurs capacités à affronter le marché du travail, tout en bénéficiant d'un accompagnement durant leurs périodes de stages. Une cérémonie de signature de convention-cadre de partenariat a eu lieu à cet effet, au sein de l'Office national de l'emploi (ONE) mercredi dernier, entre la société Oméga Sécurité, re-

présentée par son gérant Sébastien Bensoussa, le ministre du Travail, de l'Emploi chargé de la Formation professionnelle, Julien Nkoghe Bekale, et le directeur général de l'ONE, Hans Landry Ivala, par ailleurs, secrétaire exécutif du Fonds d'insertion et réinsertion professionnelle (FIR), dont sont ainsi bénéficiaires ces jeunes compatriotes. Le DG de l'ONE s'est réjoui de ce partenariat qui entre dans le cadre des objectifs fixés par les autorités gabonaises quant au challenge de l'employabilité des jeunes au Gabon. « Et Oméga Sécurité en est une parfaite illustration », a souligné Hans Landry Ivala dans son allocution. Qui a



Photo : Abel Eyeghe

Echange des parapheurs entre le gérant de Oméga Sécurité et le DG de l'ONE, en présence du ministre du Travail, après la signature de convention.

précisé que plusieurs entreprises signent désormais ce programme-cadre de partenariat qui devra aider à résoudre le phénomène du chômage des

jeunes. « Aujourd'hui, la société Oméga Sécurité, par son acte de citoyenneté, vient de porter à 2115 l'effectif global des potentiels bénéfi-

ciaires du programme CAJ », a-t-il expliqué.

Pour sa part, le gérant de Oméga Sécurité, Sébastien Bensoussa, a tout simplement partagé sa joie de voir son entreprise participer au développement du pays en aidant les jeunes à intégrer les entreprises. « Nous nous engageons à ce que ce partenariat soit solide et durable », a-t-il rassuré.

Le ministre du Travail, Julien Nkoghe Bekale, a de son côté invité les autres entreprises à emboîter le pas de Oméga Sécurité, se félicitant que cette entreprise « vient de démontrer son acte citoyen et républicain en respectant les lois et règlements de la République. »

Secteur agricole

**Plan de lutte contre la maladie du manioc**

AFP  
Bingerville/Côte d'Ivoire

**DES** chercheurs africains ont décidé mercredi à Bingerville (près d'Abidjan) de l'élaboration d'un plan d'action de lutte contre la maladie du manioc, "une plante stratégique", assurant la sécurité alimentaire d'un demi-milliard d'Africains. Ces chercheurs ont débattu de la création "d'un service d'éveil, d'une communication assez claire et des financements: le tout articulé autour d'un programme bien défini pour déboucher sur un plan national", a expliqué à l'AFP le Dr Justin Pita, directeur exécutif du programme West african virus epidemiology (WAVE), axé sur la sécurité alimentaire et financé par la Fondation Bill et Melinda

Gates. Le Dr Pita a rencontré, le 16 octobre à Berlin le milliardaire américain Bill Gates qui a promis d'appuyer et de financer "les actions concrètes de riposte" contre la "striure brune du manioc", une maladie virale, qui pourrait provoquer des pertes de rendement pouvant atteindre 90 à 100%. Cette maladie, également appelée "l'Ebola du manioc", est en train de faire mouvement vers l'Afrique de l'Ouest, après avoir été identifiée en Afrique centrale. "Aussi, sommes-nous en face de nos responsabilités, en tant que chercheurs pour proposer à nos États d'Afrique, des solutions à travers des plans d'actions nationaux et régionaux contre la progression des maladies virales du ma-



Photo : Jean Madouma

L'Afrique est le plus grand producteur mondial de manioc (57 %).

nioc", a souligné la directrice de recherche au ministère ivoirien de la Recherche scientifique, la professeure Pétronille Acray-Zengbe. Pour la scientifique ivoirienne, "le manioc cultivé principalement par les petits agriculteurs, (...) a été longtemps ignoré par les

chercheurs et les consommateurs africains, qui le considéraient comme la nourriture des pauvres", alors que "le manioc est aussi une culture qui résiste aux changements climatiques". L'Afrique est le plus grand producteur mondial de cette plante (57%), dont

on consomme les tubercules, riches en glucides et en amidon, mais aussi les feuilles et la féculé (qui a plutôt l'aspect d'une semoule), produite à partir des racines.

Le manioc s'est imposé comme une culture stratégique pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté sur le continent. Culture de subsistance et de rente pour les producteurs, il rentre dans l'aliment de base de 500 millions d'Africains.

Outre la Côte d'Ivoire, les scientifiques sont venus de dix pays: Ghana, Gabon, Bénin, Togo, Nigeria, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Togo. Le programme WAVE, dont le siège se trouve à Bingerville, près d'Abidjan, prône "une approche régionale" pour combattre la maladie.